



**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**



\*09095405\*

Déposé au Greffe du  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE VERVIERS

26 JUIN 2009

Greffe  
Le Greffier

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 08/07/2009 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0479.821.782

Dénomination

(en entier) : **CHRONORACE – ELECTRONIC TIMING**

Forme juridique : société privée à responsabilité limitée

Siège : 4980 Trois-Ponts, Hénumont 30

**Objet de l'acte : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL- MODIFICATIONS AUX STATUTS**

D'un procès-verbal dressé par le notaire Derache de résidence à Tessenderlo le 04 juin 2009, il résulte que l'assemblée générale de la société privée à responsabilité limitée "CHRONORACE - ELECTRONIC TIMING", ayant son siège social à 4980 Trois-Ponts, Hénumont 30, a pris les résolutions suivantes:

1. L'assemblée a décidé de diviser chacune des vingt-cinq (25) parts sociales existantes, représentatives du capital de la société, en quatre (4), le capital social étant dorénavant représenté par cent (100) parts sociales.

2. L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de quarante mille euros (40.000 EUR) pour le porter de vingt-cinq mille euros (25.000 EUR) à soixante-cinq mille euros (65.000 EUR) par la création de cent soixante (160) nouvelles parts sociales, identiques à celles existantes et jouissant des mêmes droits et avantages à partir de la répartition afférente à l'exercice social commencé le premier janvier deux mille neuf et à compter de cette même date.

Ces parts sociales nouvelles sont attribuées, entièrement libérées, à Monsieur LEMASSON Christian, en rémunération de l'apport par ce dernier d'une créance qu'il possède à charge de la société, à concurrence d'un montant de quarante mille euros (40.000 EUR).

3. L'assemblée a décidé d'augmenter le capital à concurrence de quarante mille euros (40.000 EUR) pour le porter de soixante-cinq mille euros (65.000 EUR) à cent cinq mille euros (105.000 EUR) par la création de cent soixante (160) nouvelles parts sociales, identiques à celles existantes et jouissant des mêmes droits et avantages à partir de la répartition afférente à l'exercice social commencé le premier janvier deux mille neuf et à compter de cette même date.

Ces parts sociales nouvelles sont souscrites pour le prix global de quarante mille euros (40.000 EUR) et intégralement libérées en espèces lors de la souscription.

Avant de passer à la souscription des parts sociales nouvelles, tous et chacun des associés de la société, présents ont déclaré renoncer purement et simplement et de manière irrévocable à leur droit de souscription, préférence statutaire et légal dans le cadre de la présente augmentation de capital.

Ensuite Monsieur VERBEECK Robert, ci-après qualifié, présent, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède, a déclaré:

a) avoir une parfaite connaissance des statuts de la société et en connaître parfaitement la situation financière;

b) et souscrire les cent soixante (160) parts sociales nouvelles dont la création vient d'être décidée.

Ensuite le souscripteur a libéré entièrement sa souscription par un versement en espèces, de sorte que la somme de quarante mille euros (40.000 EUR) se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société à un compte spécial ouvert à cet effet au nom de la société auprès de CBC Banque.

En conséquence, Monsieur VERBEECK Robert est devenu associé de la société et a pris part à l'assemblée générale dès maintenant.

L'assemblée a constaté et a requis le notaire instrumentant d'acter que les augmentations de capital sont effectivement réalisées et que le capital social est ainsi porté à cent cinq mille euros (105.000 EUR).

4. L'assemblée a pris acte de la démission de Monsieur LEMASSON Christian, qualifié ci-après, en tant que gérant statutaire et a décidé de modifier les statuts en conséquence.

L'assemblée a décidé de nommer en tant que gérants pour une durée indéterminée :

-Monsieur LEMASSON Christian, né à Malmédy, le 10 décembre 1979, domicilié à 4980 Trois-Ponts, Hénumont 30;

-Monsieur VERBEECK Robert Alfons Jan, né à Louvain, le 05 août 1960, numéro national 60.08.05.255-38, domicilié à 3980 Tessenderlo, Sparrenweg 232.

5. L'assemblée a décidé de transférer le siège de la société à 3583 Paal-Beringen, Schoebroekstraat, 8, arrondissement judiciaire de Hasselt.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature

Il est également décidé qu'un siège d'exploitation sera établi à 4980 Trois-Ponts, Hénumont 30.

6. Comme conséquence des résolutions qui précèdent et, en outre, afin d'adapter les statuts aux dispositions en vigueur du code des sociétés, l'assemblée a décidé de reformuler et de refondre les statuts de la société comme suit, sans toutefois modifier l'article définissant l'objet social:

« Article 1. - Forme - Dénomination.

La société a la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Elle porte la dénomination "CHRONORACE – ELECTRONIC TIMING" .

Article 2. - Siège.

Le siège social est établi à 3583 Paal-Beringen, Schoebroekstraat, 8, arrondissement judiciaire de Hasselt.

Il peut être transféré en tout autre lieu en Belgique par décision de la gérance.

Tout transfert du siège social sera publié aux annexes au Moniteur belge par les soins de la gérance.

La société peut établir en tout lieu, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs ou d'exploitation, des filiales, des succursales et des agences en Belgique et à l'étranger.

Article 3. - Objet.

La société a pour objet toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement au :

- chronométrage et à l'organisation d'épreuves sportives,
- l'achat, la vente, l'entretien et la location de systèmes de chronométrage ainsi que leurs accessoires,
- la création et l'hébergement de sites internet,
- la consultance informatique,

Elle pourra également s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, à toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe, ou de nature à favoriser la société.

Article 4. - Durée.

La durée de la société est illimitée.

Article 5. - Capital.

Le capital social est fixé à cent cinq mille euros (105.000 EUR). Il est représenté par quatre cent vingt (420) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Article 6. - Modification du capital.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, délibérant comme pour modifier les statuts.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les parts à souscrire doivent être offertes par préférence aux associés, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

L'ouverture de la souscription et le délai d'exercice de ce droit de souscription préférentielle seront fixés par l'assemblée générale et annoncés par lettre recommandée adressée à chaque associé.

Les parts qui n'auront pas été ainsi souscrites ne peuvent l'être que par les personnes indiquées au troisième alinéa de l'article 7 des présents statuts, ou par toute autre personne moyennant l'agrément de la moitié au moins des associés possédant au moins trois quarts du capital.

En cas de réduction du capital, les convocations devront indiquer les modalités et le but de la réduction proposée.

Article 7. - Cession et transmission des parts.

Lorsque et tant que la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses parts sociales à tout tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de décès qu'avec l'agrément de la moitié au moins des associés possédant les trois quarts au moins du capital, déduction faite des droits faisant l'objet de la cession ou de la transmission.

Toutefois, cet agrément n'est pas requis pour la cession ou la transmission au conjoint de l'associé cédant ou décédé, à ses ascendants ou descendants en ligne directe ou à un autre associé.

Si la cession entre vifs ou la transmission pour cause de décès des parts sociales est soumise à l'agrément des associés conformément à la deuxième paragraphe de l'article 7, le gérant, à la demande de l'associé qui veut céder ses parts sociales, ou, en cas de décès, à la demande des héritiers ou des ayants-droit, convoquera une assemblée générale afin de délibérer la cession ou la transmission.

La proposition de cession entre vifs contient l'identité du candidat-cessionnaire, le nombre de parts sociales cédées, le prix proposé par le candidat-cessionnaire et les modalités de paiement.

En cas de refus d'agrément, les associés qui se sont opposés, auront l'obligation, dans un délai de trois mois depuis le refus, d'acquiescer les parts sociales concernés, et ceci en proportion des parts sociales qu'ils possèdent, sauf autres accord entre parties.

Dans le cas d'une transmission pour cause de décès, le prix des parts sociales est fixé à base du capital propre intrinsèque, tel qu'il résulte du dernier bilan approuvé par les associés, sauf autre accord entre parties.

Dans le cas d'une cession entre vifs, le prix des parts sociales est égal au prix proposé par le candidat-cessionnaire, pour autant que le propos est de bonne foi.

Cependant, dans le cas où le candidat-cédant et les autres associés ne se mettent pas d'accord sur le prix proposé, ils ont la possibilité de nommer un expert d'un commun accord, qui déterminera le prix dans un délai de trente jours après sa nomination. A défaut d'un commun accord sur l'expert, un expert sera nommé par le juge compétent en procédure de référé.

Les frais liés à la nomination d'un expert seront à charge du candidat-cessionnaire.

Les parts sociales, qui dans un délai de trois mois depuis le refus ne seraient pas achetées par les associés visés conformément l'alinéa qui précède, seront cédées valablement au cessionnaire proposé par l'associé-cédant, au prix et conditions reprises dans la proposition de cession, ou seront transmis aux héritiers ou les ayants-droit de l'associé décédé.

Les cessions ou transmissions de parts n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts.

#### Article 8. - Gérance.

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale.

S'il y a plusieurs gérants, ceux-ci forment un collège appelé le conseil de gérance. Le gérant unique ou le conseil de gérance constitue "la gérance" de la société.

Une rémunération annuelle, fixe ou variable, peut leur être attribuée par l'assemblée générale.

#### Article 9. - Représentation à l'égard des tiers.

Chaque gérant représente seul la société à l'égard des tiers et en justice et peut accomplir seul tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

La gérance peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

#### Article 10. - Contrôle.

Le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans lesdits comptes est confié à un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les émoluments du ou des commissaires sont fixés par l'assemblée générale à l'occasion de leur nomination. Les commissaires sortants sont rééligibles.

Toutefois, par dérogation au premier alinéa du présent article, si la société répond aux critères légaux, la nomination d'un ou plusieurs commissaires est facultative.

#### Article 11. - Assemblées générales.

Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale ; il ne peut les déléguer.

Il sera tenu chaque année une assemblée générale ordinaire le troisième vendredi du mois d'avril à dix-huit heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

La gérance peut, en outre, convoquer une assemblée générale chaque fois que les intérêts de la société l'exigent.

Toute assemblée générale se tient au siège social ou à tout autre endroit en Belgique indiqué dans les convocations ; celles-ci se font conformément aux dispositions légales.

#### Article 12. - Exercice social.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sont arrêtées et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels.

#### Article 13. - Répartition des bénéfices.

Sur le solde bénéficiaire, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la constitution du fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que ce fonds atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation lui donnée par l'assemblée générale.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote distinct sur la décharge à donner au(x) gérant(s) et commissaire(s) éventuel(s).

#### Article 14. - Dissolution - Liquidation.

En cas de dissolution pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des associés désignera le ou les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, leurs émoluments éventuels et le mode de liquidation.

La société n'est point dissoute par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

#### Article 15. - Répartition.

Après réalisation de l'actif et apurement du passif ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, le solde bénéficiaire sera affecté au remboursement des parts à concurrence de leur libération et le solde sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par eux.

#### Article 16. - Droit commun.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé aux dispositions légales. »

7. Suite au transfert de siège, l'assemblée a décidé d'adopter la version néerlandaise des statuts en plus de la version française des statuts :

"Artikel 1.- Vorm - Naam.

De vennootschap neemt de vorm aan van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Ze draagt de naam : "CHRONORACE – ELECTRONIC TIMING".

Artikel 2.- Zetel.

De zetel van de vennootschap is gevestigd te 3583 Paal-Beringen, Schoebroekstraat, 8, gerechtelijk arrondissement Hasselt.

Hij kan, bij besluit van het bestuur, naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

Iedere verandering van de zetel van de vennootschap wordt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door toedoen van het bestuur.

De vennootschap kan, bij besluit van de zaakvoerders, administratieve of exploitatie zetels, dochtervennootschappen, bijkantoren en agentschappen vestigen in België en in het buitenland.

**Artikel 3.- Doel.**

De vennootschap heeft tot doel alle verrichtingen onder om 't even welke vorm, industriële, handels-, financiële, roerende of onroerende verrichtingen, in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met:

- tijdmeting en organisatie van sportwedstrijden,
- de aankoop, de verkoop, het onderhoud en de verhuring van tijdmetingssystemen alsook hun bijhorigheden,
- de creatie en "host"-diensten van internetsites,
- raadpleging inzake informatica,

Zij kan op wijze van inbreng, fusie, inschrijving of alle andere wijzen deelnemen in alle ondernemingen, verenigingen of vennootschappen met een gelijk of aanverwant doel of waarvan het doel, zelfs onrechtstreeks, van aard zou zijn de verwezenlijking van het hare te vergemakkelijken.

**Artikel 4.- Duur.**

De vennootschap wordt opgericht voor een onbepaalde duur.

**Artikel 5.- Kapitaal.**

Het maatschappelijk kapitaal is bepaald op honderd en vijfduizend euro (105.000 EUR). Het is vertegenwoordigd door vierhonderd twintig (420) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

**Artikel 6.- Wijziging van het kapitaal.**

Het maatschappelijk kapitaal kan verhoogd of verminderd worden door besluit der algemene vergadering, beraadslagend onder de voorwaarden vereist voor de wijziging van de statuten.

Bij kapitaalverhoging door geldelijke inbreng, moeten de nieuwe aandelen bij voorrang worden aangeboden aan de vennoten, naar evenredigheid van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd.

De openstelling van de inschrijving en het tijdvak waarin dit voorkeurrecht kan worden uitgeoefend zullen door de algemene vergadering worden bepaald en aangekondigd bij aangetekende brief verzonden aan ieder vennoot.

Op de aandelen waarop aldus niet werd ingeschreven kan slechts worden ingeschreven door de in artikel 7 - derde alinea van huidige statuten aangeduide personen of door elk andere persoon mits instemming van tenminste de helft van de vennoten die minstens drie vierden van het kapitaal bezitten.

Bij kapitaalvermindering moeten de oproepingen de modaliteiten en het doel van de voorgestelde vermindering vermelden.

**Artikel 7.- Overdracht en overgang van aandelen.**

Wanneer en zolang de vennootschap slechts één vennoot telt, kan deze zijn aandelen geheel of gedeeltelijk afstaan in voordeel van om het even welke persoon.

Wanneer er verschillende vennoten zijn, mogen de aandelen niet worden overgedragen onder levenden en ook niet overgaan wegens overlijden dan met instemming van ten minste de helft der vennoten in het bezit van minstens drie vierden van het kapitaal, na aftrek van de rechten die het voorwerp zijn van de overdracht of overgang.

Deze instemming is evenwel niet vereist wanneer de aandelen worden overgedragen of overgaan aan de echtgenoot van de overdrager of erflater, zijn bloedverwanten in rechte, opgaande of nederdalende lijn of aan een andere vennoot.

Indien de overdracht onder levenden of de overgang ingevolge overlijden van aandelen onderworpen is aan de goedkeuring van de vennoten overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel, dan zal de zaakvoerder, op verzoek van de vennoot die zijn aandelen wenst over te dragen of, in geval van overgang ingevolge overlijden, op verzoek van de erfgenaam(en) of rechtverkrijgende(n), de vennoten in algemene vergadering samenroepen ten einde zich over de voorgedragen overdracht te beraden. Het voorstel tot overdracht onder levenden bevat de identiteit van de kandidaat-overnemer, het aantal aandelen dat wordt overgedragen en de door de kandidaat-overnemer voorgestelde prijs en betalingsvoorwaarden.

In geval van weigering van de goedkeuring, dienen de vennoten die zich verzet hebben binnen de drie maanden de aandelen waarvan de overdracht of overgang is geweigerd zelf in te kopen in verhouding tot het aantal aandelen dat zij reeds bezitten behoudens onderling akkoord over een andere verdeling.

Bij een overgang ingevolge overlijden is de afkoopprijs vastgesteld op basis van het intrinsieke eigen vermogen van de vennootschap zoals dit blijkt uit de laatste balans door de vennoten goedgekeurd, behoudens andere overeenkomst tussen de partijen.

Bij een overdracht onder levenden is de afkoopprijs gelijk aan de prijs aangeboden door de kandidaat-overnemer, voor zover het een aanbod te goeder trouw betreft. Evenwel, in het geval de kandidaat-overdrager en de overige vennoten het niet eens zijn met de voorgestelde prijs, dan hebben ze de mogelijkheid om, in gemeen overleg, een deskundige te laten aanstellen, die de prijs zal bepalen binnen de dertig (30) dagen na zijn aanstelling. In het geval geen overeenstemming kan bereikt worden over de deskundige, zal deze aangesteld worden door de bevoegde rechter die uitspraak doet in kort geding. De kosten verbonden aan de aanstelling van een deskundige zullen door de kandidaat-overdrager worden gedragen.

De aandelen die binnen de drie maanden van de weigering tot goedkeuring niet door de bedoelde vennoten zouden zijn afgekocht overeenkomstig de alinea die voorafgaat worden geldig overgedragen aan de door de overdrager of de vennoot voorgestelde overnemer tegen de voorwaarden en de prijs die in het voorstel tot overdracht waren opgenomen of gaan geldig over op de erfgenamen of rechthebbenden van de overleden vennoot.

De overdrachten en overgangen van aandelen gelden slechts ten aanzien van de vennootschap en van derden vanaf de datum van inschrijving in het register van aandelen.

#### Artikel 8.- Bestuur.

De vennootschap wordt bestuurd door één of meer zaakvoerders, al dan niet vennoten, benoemd door de algemene vergadering.

Indien er meerdere zaakvoerders zijn vormen zij een college. De enige zaakvoerder of het college van zaakvoerders vormen "het bestuur" van de vennootschap.

De algemene vergadering kan hen een jaarlijkse, vaste of veranderlijke, vergoeding toekennen.

#### Artikel 9.- Vertegenwoordiging jegens derden.

Iedere zaakvoerder vertegenwoordigt de vennootschap jegens derden en in rechte en kan alleen alle handelingen verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de vennootschap, behoudens die waarvoor volgens de wet alleen de algemene vergadering bevoegd is.

Het bestuur kan bijzondere machten toekennen aan iedere lasthebbers.

#### Artikel 10.- Controle.

De controle op de financiële toestand van de vennootschap, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in deze rekeningen zal aan één of meer commissarissen worden opgedragen, benoemd voor drie jaar door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De bezoldiging van de commissaris(sen) wordt bij elke benoeming door de algemene vergadering vastgesteld. De uittreedende commissarissen zijn herkiesbaar.

Nochtans, bij afwijking van de eerste alinea van huidig artikel, is de benoeming van één of meer commissarissen niet verplicht, wanneer de vennootschap aan de wettelijke criteria beantwoordt.

#### Artikel 11.- Algemene vergaderingen.

Wanneer de vennootschap slechts één vennoot telt, oefent hij de bevoegdheden uit die aan de algemene vergadering zijn toegekend; hij kan die niet overdragen.

Ieder jaar wordt er een gewone algemene vergadering gehouden de derde vrijdag van de maand april om achtien uur.

Indien deze dag op een wettelijke feestdag valt, zal de vergadering de eerstvolgende werkdag, op hetzelfde uur, plaatsvinden.

Het bestuur kan, bovendien, een algemene vergadering bijeenroepen telkens de belangen van de vennootschap het vereisen.

Iedere algemene vergadering wordt gehouden ten zetel van de vennootschap of op elke andere plaats in België, aangeduid in de oproepingen; deze gebeuren overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

#### Artikel 12.- Boekjaar.

Het boekjaar begint op één januari en eindigt op éénendertig december van ieder jaar.

Op deze laatste datum wordt de boekhouding afgesloten en stelt het bestuur de inventaris en de jaarrekening op.

#### Artikel 13.- Winstverdeling.

Van het batig saldo wordt minstens vijf percent afgenomen voor het aanleggen van het wettelijk reservefonds. Deze afneming is niet meer verplichtend wanneer dit reservefonds één tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt.

De algemene vergadering zal beslissen over de aanwending van het overblijvend saldo.

Na goedkeuring van de balans, beslist de algemene vergadering bij afzonderlijke stemming over de aan de zaakvoerder(s) en eventuele commissaris(sen) te verlenen kwijting.

#### Artikel 14.- Ontbinding - Vereffening.

Bij ontbinding om welke oorzaak en op welk ogenblik ook, zal de algemene vergadering één of meer vereffenaars aanduiden, hun bevoegdheden en gebeurlijke vergoedingen en de wijze van vereffening bepalen.

Zij wordt niet ontbonden bij overlijden, onbekwaamheid, faillissement of kennelijk onvermogen van een vennoot.

#### Artikel 15.- Verdeling.

Na verwezenlijking van de activa en betaling van alle schulden of consignatie van de daartoe nodige gelden, zal het batig saldo aangewend worden tot de terugbetaling der aandelen ten belope van hun afbetaald bedrag en het overschot zal onder de vennoten worden verdeeld naar evenredigheid van het aantal aandelen die zij bezitten.

#### Artikel 16.- Gemeen recht.

Voor al hetgeen in huidige statuten niet voorzien is, wordt er verwezen naar de wettelijke beschikkingen."

8. L'assemblée a décidé de conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdéléguer :

-à la gérance pour l'exécution des résolutions qui précèdent;

-à BECKERS Luc, réviseur d'entreprises, gérant de la SPRL « ENGELEN & PARTNERS », Ilgatlaan 21 à 3500 Hasselt

agissant séparément, pour l'établissement du texte coordonné des statuts et aux fins d'assurer les formalités auprès d'un guichet d'entreprises et, le cas échéant, des services de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Sont déposés en même temps:

- expédition de l'acte, attestation de la banque ,

- rapport du gérant

- rapport du réviseur d'entreprise

- bilan au 31 décembre 2008

- coordination des statuts (en néerlandais et en français)